

Pour l'UNASUR d'aujourd'hui



Par Roberto Morejón

Le retour annoncé de l'Argentine et du Brésil au sein de l'UNASUR, l'Union des nations sud-américaines, laisse présager une réactivation de ce bloc intégrationniste.

Née en 2008 sous le sceau de gouvernements comme celui du Brésil, lors du second mandat du président Luiz Inacio Lula Da Silva, et celui du Venezuela, avec Hugo Chávez à sa tête, l'UNASUR a été démantelée quelques années plus tard par des politiciens de droite arrivés à la tête de l'État.

C'est le cas, entre autres, du Colombien Ivan Duque, de l'Argentin Mauricio Macri et du Brésilien Jair Bolsonaro, avec une désaffection pour l'intégration dans le sous-continent, prônée par les États-Unis.

L'Équateur a suivi les attaques contre l'UNASUR lorsqu'en 2019, le président de l'époque, Lenin Moreno, a ordonné le retrait de la statue de l'Argentin Nestor Kirchner du siège de l'organisation à Quito, étape préalable à la fermeture des installations.

Après ce coup dévastateur, les années ont passé et aujourd'hui, deux poids lourds économiques et politiques de l'Amérique Latine et des Caraïbes, l'Argentine et le Brésil, prennent en compte ce que leurs

gouvernements considèrent comme une nécessité de réintégrer l'Union à ce jour.

Le président argentin, Alberto Fernandez, a rappelé l'impératif d'unité, affirmant que "nous sommes tous dans le même bateau" et plaidant pour la revitalisation de l'UNASUR.

Le président Fernandez a estimé que le bloc régional devrait être un mécanisme d'autodéfense, tandis qu'un communiqué officiel du Brésil a souligné son intention, avec Lula à la présidence, de reprendre les principales alliances internationales, abandonnées par Bolsonaro.

Il faut espérer que les mesures prises par l'Argentine et le Brésil contribueront à convaincre d'autres dirigeants de revenir à l'UNASUR, une zone où, comme dans le cas de la CELAC, la Communauté des États latino-américains et caribéens, la diversité politique est respectée au nom d'objectifs communs à tous.

L'UNASUR, qui comptait autrefois 12 membres, devrait faire preuve d'une nuance notoirement économique, peut-être pour constituer deux unions douanières, et atteindre d'autres domaines d'intérêt, tels que le social, le culturel, le scientifique-technologique et le politique, comme le souhaite le Brésil.

Le Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud ou Prosur, d'orientation conservatrice, dirigé contre le Venezuela, à l'initiative des présidents colombien et chilien, Ivan Duque et Sebastian Piñera sont tombés dans l'oubli.

Donner à l'Amérique latine et aux Caraïbes la place qui leur revient et NON au Nord industrialisé semble être un concept en cours de renouvellement.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/319203-pour-lunasur-daujourd'hui>



Radio Habana Cuba